

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 28 FÉVRIER 2007

WOENSDAG 28 FEBRUARI 2007

Soir

Avond

La discussion des questions est ouverte à 17 h 04 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut de volontaire des enseignants assurant une fonction de sécurité et d'encadrement des élèves en accueil extrascolaire" (n° 13734)

01.01 Benoît Drèze (cdH) : Dans nos écoles, la majorité des accidents entraînant un dommage pour les élèves se déroule en dehors des heures de cours. Un encadrement suffisant est dès lors nécessaire pour prévenir ces accidents. Cela conduit les instituteurs à prêter des activités volontaires d'encadrement et de sécurité en dehors des heures statutaires. Pouvez-vous me confirmer qu'en pareil cas, ces instituteurs peuvent être considérés comme volontaires au sens de la loi du 3 juillet 2005 ?

01.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Cette question relève davantage de mes collègues des Communautés. Pour que ces personnes soient volontaires et que les écoles les chargent d'une activité, il faut qu'elles répondent aux définitions et conditions qui sont inscrites dans la loi du 3 juillet 2005 et que l'activité visée ne fasse pas partie de l'activité de service de l'enseignant.

Votre préoccupation a trait au problème de couverture par une assurance couvrant les risques encourus pendant ces périodes. La cellule stratégique de Mme Arena m'a communiqué qu'il importe de distinguer les enseignants qui travaillent dans l'enseignement organisé par la Communauté française de ceux travaillant dans l'enseignement subventionné par la Communauté française. Les premiers sont couverts par une assurance globale que la Communauté française a souscrite. Les enseignants qui assurent des surveillances sont couverts puisqu'ils sont réputés, à ce moment, être en activité de service. Les enseignants subventionnés sont couverts par une assurance contractée par la Communauté française en ce qui concerne les accidents de travail, autrement dit les accidents corporels. Il revient en revanche à chaque pouvoir organisateur de contracter une assurance en responsabilité civile pour tout préjudice causé à des tiers dans l'exercice de leurs fonctions. Bon nombre d'enseignants dans l'enseignement subventionné souscrivent une assurance professionnelle complémentaire.

01.03 Benoît Drèze (cdH) : Dois-je comprendre que si l'on est en ordre au niveau des assurances, la loi sur les volontaires peut être appliquée aux enseignants qui exercent, au sein de l'établissement qui les emploie, une autre activité que celle pour laquelle ils ont été engagés ? (*Signe d'assentiment du ministre*).

L'incident est clos.

02 Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les montants de référence dans les hôpitaux" (n° 13791)

02.01 Maggie De Block (VLD) : Il y a quelque temps, une base légale a été créée en vue de l'application de montants de référence pour un certain nombre d'interventions pratiquées en hôpital, mais la mise en œuvre de cette loi a pris du retard. Les montants de référence n'ont pas encore été fixés pour la période du 1^{er} octobre 2002 au 31 décembre 2004. L'arrêté royal en la matière a déjà fait l'objet d'un avis du Comité de l'assurance en juin 2006 mais depuis, il n'a toujours pas été publié au Moniteur belge. Quel est l'état de la

situation et quand l'arrêté royal sera-t-il publié ?

02.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : L'arrêté royal relatif aux montants de référence a été soumis pour avis au Conseil d'État. Dès qu'il aura été adapté aux observations formulées par le Conseil, il sera soumis à la signature du Roi.

Il s'agit en l'occurrence d'une première application d'un système qui date d'avant la législature actuelle. J'en soutiens pleinement l'objectif, à savoir lutter contre la variabilité de la pratique médicale et garantir une intervention identique de l'assurance maladie dans l'ensemble du pays. Je constate toutefois que l'application de la mesure soulève de nombreuses questions. Peut-être devrions-nous réfléchir à des mécanismes plus simples et, par exemple, recourir davantage aux forfaits pour l'imagerie médicale et la physiothérapie.

02.03 Maggie De Block (VLD) : Le Conseil d'État a donc déjà rendu un avis mais l'arrêté royal n'a pas encore été publié ?

02.04 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Le texte a été remanié.

02.05 Maggie De Block (VLD) : Le ministre compte-t-il publier l'arrêté royal ?

02.06 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Oui.

L'incident est clos.

03 Question de M. Joseph Arens au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement des pansements modernes" (n° 13806)

03.01 Joseph Arens (cdH) : A ma dernière question sur le remboursement du traitement des plaies chroniques, vous m'informiez que le gouvernement avait marqué son accord sur un remboursement forfaitaire de 60 euros par trimestre ainsi que sur l'intégration des tickets modérateurs pour pansements actifs dans le maximum à facturer.

À ce jour, l'arrêté royal n'est toujours pas publié.

L'INAMI souhaiterait que les commissions compétentes redonnent leur avis.

Pouvez-vous m'informer de l'évolution de ce dossier ? Envisagez-vous de consulter une nouvelle fois ces commissions ? Les professionnels et les patients pensent que le remboursement est effectif à partir du 1^{er} janvier 2007. Qu'en est-il ?

Une fois l'arrêté royal publié, les deux hydrocolloïdes qui sont remboursés et ont un statut de médicament vont-ils garder leur statut ou seront-ils repris sous le statut de dispositif médical ?

03.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : L'accord entre les organismes assureurs et les organisations professionnelles de pharmaciens sur l'enregistrement de la délivrance des pansements actifs nécessite une adaptation du projet d'arrêté royal.

L'INAMI a recommandé une nouvelle procédure de concertation.

Le Conseil technique des moyens diagnostiques et du matériel de soins a émis le 18 décembre 2006 un avis positif. Le projet sera soumis à la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs, le 2 mars, et ensuite à la Commission de contrôle budgétaire et au Comité de l'assurance.

L'INAMI déclare qu'elle mettra tout en œuvre pour que le nouveau système entre en vigueur le plus vite possible.

En conclusion, les deux types de pansements déjà remboursés ont le statut de dispositif médical.

Une proposition de modification des conditions de remboursement a été envoyée aux firmes qui les commercialisent afin de rembourser également ces pansements selon le nouveau système.

03.03 Joseph Arens (cdH) : Combien de temps faudra-t-il avant la publication de l'arrêté royal ?

03.04 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : L'INAMI déclare que cela prendra un certain temps.

Quant à moi, je ne pourrais me prononcer avec précision mais, s'ils promettent une procédure rapide, l'INAMI étant une institution sérieuse, elle la met en œuvre dans les semaines qui suivent. Les délais les plus courts seront donc respectés.

03.05 Joseph Arens (cdH) : Sera-ce effectif avant la fin de la législature ?

03.06 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Je pense que oui.

L'incident est clos.

04 Question de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le retard de l'ONSSAPL dans la communication de certaines données" (n° 13866)

04.01 Joseph Arens (cdH) : Lors de l'exercice budgétaire 2005 de ma zone de police, deux recettes importantes en provenance du fédéral n'ont pas pu être comptabilisées : les dotations sociales 1 et 2. Les informations en provenance des diverses tutelles sont totalement contradictoires : les unes prétendent qu'il convient de clôturer en faisant fi d'éventuelles non-valeurs à admettre, les autres qu'il faut attendre des données correctes en provenance de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL).

Pourriez-vous m'éclairer à ce sujet?

La note ORFEO du 29 septembre 2006 précise que l'ONSSAPL se trouve dans l'impossibilité de communiquer les montants pour 2005 et 2006 et les rectifications pour 2002 à 2004 avant 2007.

Quelles sont les raisons du retard de l'ONSSAPL dans la communication des montants et des rectifications ? Ce retard va-t-il être prochainement résorbé ? Des dispositions ont-elles été prises ?

04.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : La dotation sociale 1 est destinée à couvrir les cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux anciens gendarmes transférés vers les zones de police.

L'ONSSAPL est tributaire de la publication de l'arrêté royal attribuant le montant total de la dotation aux différentes zones de police.

Actuellement, les arrêtés royaux jusqu'à et y compris 2006 sont publiés au *Moniteur belge*. La répartition de la dotation sociale 1 pour 2007 est officieusement connue de l'ONSSAPL.

La dotation sociale 2 a trait à la non-prise en charge par les zones de police des cotisations de sécurité sociale dues sur les primes, indemnités, etc. et que l'État fédéral compense partiellement. Elle est directement influencée par les déclarations de sécurité sociale et leurs rectifications.

Pour la période 2002 à 2004, des déclarations ont été introduites. Sur cette base, les zones de police ont été informées du montant relatif à la dotation sociale 2. Des régularisations doivent cependant être effectuées par le Service central des dépenses fixes (SCDF) au sujet de ces déclarations de sécurité sociale, qui auront

une influence sur la répartition de la dotation sociale 2.

Le 20 septembre 2006, un planning provisoire relatif aux régularisations a été communiqué aux zones de police.

Je suis très attentivement les travaux du groupe d'accompagnement d'ORFEO.

Pour 2005 et 2006, aucune déclaration de sécurité sociale n'a été introduite par le SCDF en ce qui concerne les zones de police. L'ONSSAPL ne saurait donc communiquer aucune information relative au montant de la dotation sociale 2 qui leur revient. Il est prématuré de se prononcer quant au délai dans lequel ces déclarations parviendront à l'ONSSAPL.

Depuis juillet 2003, je suis informé à propos de ce dossier. Le gouvernement a adopté différentes mesures, dont la mise sur pied du projet ORFEO et le placement, au niveau du secrétariat social de la police intégrée structurée à deux niveaux (SSGPI), d'un moteur salarial qui prendra en charge l'entièreté du traitement des rémunérations de la police intégrée. Le SSGPI reprendra à moyen terme les tâches du SCDF.

J'espère que la situation des zones de police sera régularisée à bref délai.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le financement des maisons de repos" (n° 13839)**

- **M. Mark Verhaegen au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le sous-financement des maisons de repos publiques dans le cadre de l'intervention de l'INAMI, troisième volet" (n° 14271)**

Le **Président** : M. Mark Verhaegen n'est pas présent pour poser sa question n° 14271.

05.01 Maggie De Block (VLD) : Le ministre prépare une proposition relative au financement du 'troisième volet' pour les maisons de repos. Le secteur privé bénéficie actuellement d'une indemnité pour son personnel administratif et logistique dans ce cadre. Pour le secteur public, cette intervention est calculée d'une autre manière.

Le secteur public est actuellement subventionné pour 6.515 équivalents temps plein. Il ressort toutefois des données de l'ONSS-APL que les équivalents temps plein sont au nombre de 11.429. En ce qui concerne les maisons de repos publiques, la nouvelle proposition du ministre se base sur le rapport entre le personnel administratif et logistique et le nombre de lits dans le secteur privé. Seuls 5.210 équivalents temps plein seraient ainsi subventionnés. Le sous-financement serait donc encore aggravé.

Le ministre dispose-t-il des mêmes chiffres ? Pourquoi utilise-t-on une méthode de calcul différente pour les maisons de repos publiques et pour les établissements privés ? Comment les maisons de repos publiques parviendront-elles à boucler leur budget ? Doivent-elles répercuter le sous-financement sur les pensionnaires ?

05.02 Rudy Demotte, ministre (en néerlandais) : Une proposition de modification de l'arrêté royal relatif au financement du troisième volet est en effet en préparation. Le projet est en voie de finalisation au sein des différents organes de concertation de l'INAMI.

Selon l'INAMI, l'intervention annuelle pour le personnel administratif et logistique dans le secteur public passe de 2.474 à 2.913 euros. Cette augmentation s'explique partiellement par l'instauration d'une prime de fin d'année. Le montant proprement dit qui était appliqué précédemment augmente de 342 euros. Le financement pour le secteur public augmente dès lors de 5 millions d'euros par an. Le projet constitue donc une amélioration pour les CPAS. Il n'y a aucune raison d'augmenter le prix de la journée payé par les résidents.

D'après les chiffres de Mme De Block, les CPAS emploieraient en moyenne deux fois plus de personnel administratif et technique que les établissements privés. Cette situation est peut-être due au fait que les établissements privés délèguent certaines tâches et les facturent aux résidents par le biais du prix de la journée d'entretien, alors qu'au sein des CPAS, ces mêmes tâches seraient réalisées par du personnel du CPAS. Il n'existe toutefois pas de chiffres relatifs au nombre de services sous-traités. Ceux-ci ne suffisent en tout état de cause pas à expliquer l'écart important entre le secteur privé et le secteur public.

05.03 Maggie De Block (VLD) : Selon les données dont je dispose, les maisons de repos des CPAS verraient leur financement diminuer. Or, le ministre affirme qu'elles recevront 5 millions d'euros supplémentaires par an. Les maisons de repos privées disposent de plus de personnel soignant que de personnel infirmier et les charges salariales sont dès lors moindres. Les établissements dépendant des CPAS n'ont pas la même latitude et supportent des charges salariales élevées. Ils craignent donc de disposer de moins d'argent encore à l'avenir. Il serait bon que le ministre puisse leur donner des garanties quant à un meilleur financement.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Colette Burgeon au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « le remboursement du Gardasil, vaccin préventif du cancer du col de l'utérus » (n° 13879) ;**

- **Mme Pierrette Cahay-André au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « le remboursement du vaccin du cancer du col de l'utérus » (n° 14113).**

Le **président** : Mme Pierrette Cahay-André n'est pas présente pour poser sa question n° 14113.

06.01 Colette Burgeon (PS) : Le cancer du col de l'utérus est un des cancers gynécologiques les plus fréquents en Belgique. Il est à l'origine de près de deux cents décès par an. Dans la plupart des cas, il se développe à partir d'une lésion bénigne d'origine virale. Or, en essais cliniques, un vaccin préventif, le Gardasil, a protégé 100 % des femmes du virus du papillome humain (VPH) des types 6, 11, 16 et 18, ces deux derniers étant les plus susceptibles de provoquer une infection à l'origine d'un cancer.

L'infection par le VPH est la plus commune des maladies sexuellement transmissibles. L'idéal serait donc de vacciner tous les adolescents avant leur premier contact sexuel. Le prix de ce vaccin le rendant inaccessible aux familles les plus démunies, son remboursement pourrait-il être envisagé ?

06.02 Rudy Demotte, ministre (en français) : J'ai déjà répondu par deux fois ces derniers temps à des questions relatives à ce sujet très important (voir *Compte rendu analytique* n° 1145 du 19 décembre 2006, p. 9 & 10 et n° 1202 du 13 février 2007, p. 13 & 14). La firme pharmaceutique a obtenu l'autorisation de mise sur le marché de la Commission européenne fin septembre 2006, mais elle prépare encore son dossier de demande de remboursement.

Une fois la demande introduite, les indications seront reconnues par la Commission de remboursement des médicaments (CRM) sur la base de la réalité scientifique. Or, le Gardasil prévient uniquement les infections par le papillomavirus de type 6, 11, 16 et 18. Il ne s'agit donc pas d'une protection totale. De surcroît, la durée de cette protection n'est pas encore connue. Les études de « suivi » sont en cours.

Aucune indication n'est actuellement retenue dans la prévention chez le garçon. On pourrait envisager de vacciner les garçons parce qu'ils peuvent être porteurs asymptomatiques du virus et le transmettre, mais la mentalité collective ne semble pas encore ouverte à ce type de logique.

J'ajouterai qu'une étude est en cours qui a notamment pour objectif d'évaluer l'apparition de cancers causés par le papillomavirus dans les zones anale et génitale chez l'homme. Ses résultats sont attendus pour 2008.

06.03 Colette Burgeon (PS) : La demande d'accès au remboursement sera effectuée dans le mois. Un groupe de travail étudie déjà la question au sein du Conseil supérieur de l'hygiène. Pourriez-vous décider le remboursement du vaccin avant que la CRM ne rende son avis ?

06.04 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Par respect de la procédure et en raison des possibles conséquences économiques, je ne déciderai rien avant que la CRM ne se soit prononcée.

06.05 Colette Burgeon (PS) : Si j'en ai l'occasion, je reposerai la question en 2008 à vous-même ou à votre successeur.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions et au ministre de l'Emploi sur "l'évolution des revenus du travail et des revenus des allocations sociales" (n° 13936)

07.01 Greta D'hondt (CD&V) : Il a été beaucoup question ces dernières semaines de la liaison au bien-être des prestations sociales. Or, les nombreuses données chiffrées présentées dans ce cadre ne sont pas toujours d'une clarté parfaite. Comme c'est le cas aux Pays-Bas et en France, nous devrions être à même d'assurer un meilleur suivi de l'évolution des revenus issus du travail et des revenus liés à une allocation sociale. Chez nous, en effet, aucun rapport officiel n'est consacré à l'évolution des prestations sociales. L'évolution du coût salarial, elle, est en revanche l'objet d'un rapport établi par le Conseil central de l'Économie.

Le ministre juge-t-il opportun de rédiger dorénavant un rapport technique annuel ou biennal sur l'évolution des prestations sociales ? Pourquoi un tel rapport n'est-il pas encore rédigé ?

07.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Il n'existe effectivement aucun rapport officiel sur l'évolution des prestations sociales dans notre pays. Mais toutes les données y relatives sont collectées puis publiées dans un rapport européen consacré à la protection sociale, rapport qui est rédigé dans le cadre de la méthode ouverte de coordination, avec des indicateurs identiques pour tous les États membres. Ce rapport comporte des chapitres sur les soins de santé, les pensions et l'inclusion sociale.

Il est soumis chaque année au conseil des ministres et peut être consulté sur le site web du SPF Sécurité sociale.

Le SPF Sécurité sociale publie régulièrement des informations sur le taux effectif de remplacement des prestations sociales. Dans le cadre du mécanisme biennal de l'adaptation au bien-être, un rapport technique analysant l'évolution des revenus de remplacement pour tous les secteurs de la sécurité sociale serait le bienvenu. Un tel rapport s'inscrirait dans le cadre de l'avis commun du Conseil central de l'économie (CCE) et du Conseil national du travail (CNT) et permettrait aux partenaires sociaux et au gouvernement d'exposer leur vision en ce qui concerne l'évolution des revenus de remplacement.

D'autres procédures pourraient être prises en considération dans le cadre la rédaction du rapport technique souhaité par Mme D'hondt. Je compte demander à la direction générale Politique sociale du SPF Sécurité sociale de formuler des propositions en vue de la publication régulière d'un rapport officiel sur l'évolution des prestations sociales. À cet égard, il importe de désigner l'instance adéquate en vue de la rédaction de ce rapport. Le SPF Sécurité sociale pourrait lui-même s'acquitter de cette tâche, avec les différents organismes de sécurité sociale. Il pourrait également rassembler et préparer les informations et laisser au CNT le soin de rédiger le rapport.

07.03 Greta D'hondt (CD&V) : Je constate que le ministre est disposé à contribuer à la recherche de l'instrument le plus approprié pour la rédaction d'un tel rapport. Je demanderais que cette procédure ne prenne pas trop de temps et que les outils existants soient utilisés au mieux. La volonté politique suffit pour aboutir rapidement à des résultats.

L'incident est clos.

Le **président** : Étant donné que le ministre doit à présent nous quitter, les questions non traitées sont reportées à une prochaine réunion.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 49.

De behandeling van de vragen vangt aan om 17.04 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 **Vraag van de heer Benoît Drèze aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het vrijwilligersstatuut van de leerkrachten die instaan voor de veiligheid en de begeleiding van leerlingen in de buitenschoolse opvang" (nr. 13734)**

01.01 **Benoît Drèze** (cdH): De meeste ongevallen waarbij leerlingen in de school gewond raken, gebeuren buiten de lesuren. Om dergelijke ongevallen te voorkomen moet er bijgevolg voor voldoende begeleiding gezorgd worden. Om daaraan tegemoet te komen zetten de onderwijzers zich buiten hun statutaire werkuren vrijwillig in voor de begeleiding en de veiligheid van de leerlingen. Kan u bevestigen dat in dat geval die onderwijzers mogen beschouwd worden als vrijwilligers in de zin van de wet van 3 juli 2005?

01.02 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Die vraag behoort meer tot het domein van mijn collega-gewestministers. Deze mensen kunnen enkel als vrijwilligers worden beschouwd en door de scholen met een activiteit belast worden, als ze voldoen aan de definities en voorwaarden zoals bepaald in de wet van 3 juli 2005, en als de activiteit geen deel uitmaakt van het takenpakket van de leerkracht.

U maakt zich zorgen over de dekking die verleend wordt door een verzekering tegen de risico's tijdens die perioden. De beleidscel van minister-president Arena heeft me laten weten dat er een onderscheid gemaakt moet worden tussen leerkrachten in het door de Franse gemeenschap georganiseerde onderwijs en leerkrachten in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. De eerstgenoemde categorie wordt gedekt door een globale, door de Franse Gemeenschap afgesloten verzekering. Leerkrachten die toezicht houden, zijn ook verzekerd, want zij worden geacht op dat moment een dienstactiviteit uit te oefenen. Voor leerkrachten in het gesubsidieerde onderwijs heeft de Franse Gemeenschap een verzekering afgesloten tegen arbeidsongevallen, dus tegen lichamelijk letsel. Elke inrichtende macht moet zelf een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aangaan tegen schade aan derden die veroorzaakt wordt tijdens de uitoefening van het ambt. Daarnaast sluiten veel leerkrachten in het gesubsidieerd onderwijs zelf een aanvullende beroepsverzekering af.

01.03 **Benoît Drèze** (cdH): Mag ik daaruit afleiden dat de wet betreffende de rechten van vrijwilligers toegepast kan worden op leerkrachten die in de school waar ze tewerkgesteld zijn, een andere activiteit uitoefenen dan diegene waarvoor ze in dienst werden genomen, zolang men maar in orde is met de verzekeringen? (*De minister knikt instemmend*).

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de referentiebedragen in ziekenhuizen" (nr. 13791)**

02.01 **Maggie De Block** (VLD): Enige tijd geleden werd een wettelijke basis gecreëerd om te werken met referentiebedragen voor een aantal ingrepen in ziekenhuizen, maar de uitvoering van die wet loopt vertraging op. Voor de periode van 1 oktober 2002 tot 31 december 2004 zijn de referentiebedragen nog niet vastgesteld. Het KB ter zake kreeg al een advies van het Verzekeringscomité in juni 2006, maar ondertussen is het nog niet verschenen in het *Belgisch Staatsblad*. Wat is de stand van zaken en wanneer zal het KB worden gepubliceerd?

02.02 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*) Het KB met betrekking tot de referentiebedragen werd voor advies aan de Raad van State bezorgd. Na aanpassing aan de opmerkingen van de Raad zal het aan de Koning ter ondertekening worden voorgelegd.

Het gaat hier om een eerste toepassing van een systeem dat dateert van voor de huidige regeerperiode. Ik sta volledig achter de doelstelling ervan, namelijk het bestrijden van de variabiliteit van de medische praktijk en het verzekeren van eenzelfde tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor het hele land. Ik stel echter vast dat de toepassing van de maatregel veel vragen oproept en wellicht moeten we over eenvoudiger mechanismen nadenken, zoals meer werken met forfaits voor de medische beeldvorming en de

fysiotherapie.

02.03 **Maggie De Block** (VLD): Er is dus al een advies van de Raad van State geweest, maar het KB is nog niet verschenen?

02.04 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): De tekst werd herschreven.

02.05 **Maggie De Block** (VLD): Is de minister van plan het KB te publiceren?

02.06 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): Ja.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van moderne wondverbanden" (nr. 13806)**

03.01 **Joseph Arens** (cdH): Op mijn vorige vraag over de terugbetaling van de behandeling van chronische wonden heeft u me geantwoord dat de regering haar toestemming heeft gegeven voor een forfaitaire terugbetaling van 60 euro per trimester en de opname van het remgeld voor de actieve verbanden in de maximumfactuur.

Tot heden is het koninklijk besluit nog steeds niet bekendgemaakt.

Het Riziv zou de bevoegde commissies gevraagd hebben een tweede advies op te stellen.

Kan u me zeggen hoever het dossier opgeschoten is? Is u zinnens die commissies nogmaals te raadplegen? De zorgverstrekkers en de patiënten denken dat de terugbetaling op 1 januari 2007 zal ingaan. Is dat correct?

Zullen de twee hydrocolloïde verbanden die terugbetaald worden en als een geneesmiddel worden beschouwd, na de publicatie van het koninklijk besluit hun statuut behouden of zullen ze het statuut van medisch hulpmiddel krijgen?

03.02 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): De overeenkomst tussen de verzekeringsorganismen en de beroepsorganisaties van apothekers inzake de registratie van de uitreiking van actieve verbanden maakt een aanpassing van het ontwerp van koninklijk besluit noodzakelijk.

Het Riziv heeft aanbevolen een nieuwe overlegprocedure op te starten.

De Technische raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen heeft op 18 december 2006 een positief advies uitgebracht. Het ontwerp zal op 2 maart aan de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen worden voorgelegd, en vervolgens aan de Commissie voor begrotingscontrole en het Verzekeringscomité.

Het Riziv zal alles in het werk stellen om het nieuwe stelsel zo vlug mogelijk in werking te laten treden.

Tot slot, de twee soorten verband die reeds worden terugbetaald, hebben het statuut van medisch hulpmiddel.

Een voorstel tot wijziging van de terugbetalingsvoorwaarden werd verzonden naar de bedrijven die dergelijke verbanden in de handel brengen opdat ze eveneens volgens het nieuwe stelsel zullen kunnen worden terugbetaald.

03.03 **Joseph Arens** (cdH): Wanneer zal het koninklijk besluit gepubliceerd worden?

03.04 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Volgens het Riziv zal dat nog een tijdje duren.

Zelf kan ik u niet met zekerheid zeggen wanneer de procedure bij het Riziv rond zal zijn. Maar het Riziv neemt zijn taak ernstig op en als zijn overlegorganen een snelle procedure beloven, ben ik ervan overtuigd dat het Riziv die tijdens de volgende weken zal aanwenden. Een en ander zal dus binnen de kortst mogelijke termijnen gebeuren.

03.05 **Joseph Arens** (cdH): Zal de regeling vóór het einde van de legislatuur in werking treden?

03.06 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Dat denk ik wel.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de achterstand van de RSZPPO bij het meedelen van sommige gegevens" (nr. 13866)**

04.01 **Joseph Arens** (cdH): In het boekjaar 2005 van mijn politiezone konden twee belangrijke, van het federale niveau afkomstige, ontvangsten niet in rekening worden gebracht, met name de sociale dotaties 1 en 2. Vanuit de diverse toezichthoudende overheden bereikt ons volstrekt tegenstrijdige informatie: volgens de ene mag de begroting worden afgesloten en hoeft met eventueel op te nemen kwade posten geen rekening worden gehouden, volgens anderen moet op de correcte gegevens van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten (RSZPPO) worden gewacht.

Kan u voor enige verduidelijking zorgen?

Volgens de ORFEO-nota van 29 september kan de RSZPPO de bedragen voor 2005 en 2006 en de rechtzettingen voor 2002 tot 2004 onmogelijk vóór 2007 meedelen.

Vanwaar die vertraging? Zal de achterstand binnen afzienbare tijd worden weggewerkt? Werden daartoe de nodige maatregelen genomen?

04.02 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): De middelen van de sociale dotatie 1 zijn bestemd voor de financiering van de socialezekerheidsbijdragen van de vroegere rijkswachters die naar de politiezones overgingen.

De RSZPPO is afhankelijk van de publicatie van het koninklijk besluit waarmee het totale dotatiebedrag aan de verschillende politiezones wordt toegekend.

Op dit ogenblik worden de koninklijke besluiten tot en met 2006 in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De RSZPPO is al officieus op de hoogte van de verdeling van de sociale dotatie 1 voor 2007.

De sociale dotatie 2 betreft het niet ten laste nemen door de politiezones van de op de premies, de vergoedingen, enz., verschuldigde socialezekerheidsbijdragen, wat door de federale Staat ten dele wordt gecompenseerd. Zij houdt rechtstreeks verband met de socialezekerheidsaangiften en de rechtzettingen ter zake.

Voor de periode 2002 tot 2004 werden de aangiften ingediend. Op basis daarvan werden de politiezones van het bedrag van de sociale dotatie 2 op de hoogte gebracht. Er moeten echter nog regularisaties worden uitgevoerd door de Centrale Dienst voor de Vaste Uitgaven (CDVU) wat die socialezekerheidsaangiften betreft, die een weerslag zullen hebben op de verdeling van de sociale dotatie 2.

Op 20 september 2006 werd een voorlopige planning voor de regularisaties aan de politiezones meegedeeld.

Ik volg de werkzaamheden van het ORFEO-begeleidingsteam op de voet.

Voor 2005 en 2006 heeft de CDVU geen enkele socialezekerheidsaangifte voor de politiezones ingediend. De RSZPPO kan derhalve geen informatie geven over het bedrag van de sociale dotatie 2 waar ze recht op hebben. Het is voorbarig om zich uit te spreken over de termijn waarbinnen die aangiften bij de RSZPPO zullen worden ingediend.

Sinds juli 2003 word ik op de hoogte gehouden van dat dossier. De regering heeft diverse maatregelen getroffen, waaronder het opstarten van het ORFEO-project en de invoering, op het niveau van het sociaal secretariaat van de geïntegreerde politie gestructureerd op twee niveaus (SSGPI), van een loonmotor die de bezoldiging van de geïntegreerde politie volledig voor zijn rekening zal nemen. Op middellange termijn zal de SSGPI de taken van de CDVU overnemen.

Ik hoop dat de toestand van de politiezones eerlang geregulariseerd zal zijn.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Maggie De Block** aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de financiering van de rustoorden" (nr. 13839)

- de heer **Mark Verhaegen** aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de onderfinanciering van de openbare rusthuizen in de RIZIV-tegemoetkoming derde luik" (nr. 14271)

De **voorzitter**: De heer Mark Verhaegen is niet aanwezig om zijn vraag nr. 14721 te stellen.

05.01 **Maggie De Block** (VLD): De minister bereidt een voorstel voor betreffende de financiering van het zogenaamde derde onderdeel voor de rustoorden. De private sector krijgt in dit verband momenteel een vergoeding voor zijn administratieve en logistieke personeel. De openbare sector krijgt die vergoeding via een alternatieve berekening.

Die openbare sector ontvangt momenteel subsidies voor 6.515 voltijdse equivalenten. Uit RSZ-PPO-gegevens blijkt dat er evenwel 11.429 voltijdse equivalenten werken. In het nieuwe voorstel van de minister baseert men zich bij de openbare rustoorden op de verhouding van administratief en logistiek personeel ten aanzien van het aantal bedden in de private sector. Hierdoor zou men slechts 5.210 voltijds equivalenten subsidiëren. De onderfinanciering zou dus nog toenemen.

Beschikt de minister over dezelfde cijfers? Waarom hanteert men bij de openbare rusthuizen een andere berekening dan bij de private? Hoe gaan de openbare rustoorden dit budgettair rond krijgen? Moeten zij de onderfinanciering doorrekenen aan de bejaarde bewoners?

05.02 Minister **Rudy Demotte** (Nederlands): Er is inderdaad een voorstel tot wijziging van het KB betreffende de financiering van het derde onderdeel op komst. Het ontwerp nadert de eindfase in de verschillende overlegorganen binnen het Riziv.

Volgens het Riziv wordt de jaarlijkse tegemoetkoming voor het administratieve en logistieke personeel in de openbare sector opgetrokken van 2.474 naar 2.913 euro. Die stijging is gedeeltelijk te verklaren door de invoering van een eindejaarspremie. Het vroeger gehanteerde bedrag zelf wordt met 342 euro opgetrokken. De inkomsten voor de openbare sector stijgen hierdoor jaarlijks met 5 miljoen euro. Het ontwerp houdt dus een verbetering in voor de OCMW-instellingen. Ik zie dan ook geen reden om de dagprijs die de residenten betalen te verhogen.

Volgens de cijfers van mevrouw De Block zouden de OCMW-instellingen in vergelijking met privé-instellingen gemiddeld meer dan dubbel zoveel administratief en technisch personeel tewerkstellen. Een verklaring hiervoor zou kunnen zijn dat de privé-instellingen een aantal taken uitbesteden en via de ligdagprijs doorrekenen aan de residenten. In OCMW-instellingen zouden deze taken door eigen personeel worden uitgevoerd. Er bestaan echter geen cijfergegevens over het aantal uitbestede diensten. Dit kan in ieder geval het grote verschil tussen de privésector en de openbare sector niet verklaren.

05.03 **Maggie De Block** (VLD): Volgens mijn gegevens zouden de OCMW-rusthuizen minder financiering krijgen, maar de minister zegt dat ze 5 miljoen euro per jaar extra zullen krijgen. Privérusthuizen hebben meer verzorgenden in dienst dan verplegenden, waardoor ze minder aan lonen moeten uitbetalen. De OCMW-instellingen mogen dat niet en zijn gebonden aan hun hoge loonuitgaven. Zij leven dan ook met de

vrees dat ze in de toekomst nog minder geld zouden krijgen. Het zou goed zijn als de minister hen kan verzekeren dat ze meer zullen krijgen.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van Gardasil, het vaccin tegen baarmoederhalskanker" (nr. 13879)

- mevrouw Pierrette Cahay-André aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van het vaccin tegen baarmoederhalskanker" (nr. 14113)

De **voorzitter**: Mevrouw Pierrette Cahay-André is niet aanwezig om haar vraag nr. 14113 te stellen.

06.01 **Colette Burgeon** (PS): Baarmoederhalskanker is één van de meest voorkomende gynaecologische kankers in ons land. Nagenoeg tweehonderd vrouwen sterven er jaarlijks aan. Een goedaardig letsel van virale oorsprong ligt in de meeste gevallen aan de oorsprong van de ziekte. Bij klinische proeven met het preventief vaccin Gardasil bleken 100 procent van de geteste vrouwen beschermd tegen het humaan papillomavirus (HPV) van de types 6, 11, 16 en 18 waarbij de twee laatste het meest van aard zijn een besmetting te veroorzaken die tot kanker leidt.

De besmetting met het HPV is de meest voorkomende seksueel overdraagbare ziekte. Alle jonge meisjes zouden dus best worden ingeënt voor hun eerste seksueel contact. Zou de terugbetaling van dat vaccin kunnen worden overwogen aangezien kansarme gezinnen het vanwege zijn prijs niet kunnen betalen?

06.02 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Onlangs heb ik al tweemaal vragen over dat zeer belangrijk onderwerp beantwoord (cf. *Beknopt verslag* nr. 1145 van 19 december 2006, blz. 9 & 10, en nr. 1202 van 13 februari 2007, blz. 13 & 14). Eind september 2006 heeft het farmaceutisch bedrijf de toelating van de Europese Commissie gekregen om het vaccin op de markt te brengen. Het terugbetalingsdossier is echter nog niet rond.

Eens de aanvraag is ingediend, zullen de indicaties door de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen (CTG) op grond van de wetenschappelijke realiteit worden erkend. Gardasil voorkomt echter alleen maar infecties met het papillomavirus van het type 6, 11, 16 en 18. Het middel biedt dus geen volledige bescherming. Bovendien is de duur van die bescherming nog niet gekend. De voortgangsonderzoeken zijn nog aan de gang.

Inzake preventie bij jongens zijn er momenteel geen indicaties. We zouden jongens kunnen laten vaccineren, want ze kunnen drager zijn van het virus en het doorgeven, ook al vertonen ze zelf geen symptomen, maar de publieke opinie staat kennelijk nog niet open voor een dergelijke logica.

Er is een studie aan de gang met het oog op de evaluatie van de incidentie van door het papillomavirus veroorzaakte kankers in het anale en genitale gebied bij de mens. De resultaten van die studie zouden in 2008 gepubliceerd moeten worden.

06.03 **Colette Burgeon** (PS): Het verzoek om terugbetaling zal deze maand nog gebeuren. Bij de Hoge Gezondheidsraad buigt een werkgroep zich ook over de kwestie. Zou u de terugbetaling van het vaccin kunnen goedkeuren nog voor de CTG haar advies heeft ingediend?

06.04 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Uit respect voor de procedure en gelet op de mogelijke economische gevolgen zal ik geen beslissing nemen voor de CTG zich hierover heeft uitgesproken.

06.05 **Colette Burgeon** (PS): Als ik daar de kans toe krijg zal ik u of uw opvolger deze vraag opnieuw stellen in 2008.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen en aan de minister van Werk over "de evolutie van**

de inkomens uit arbeid en uit sociale uitkeringen" (nr. 13936)

07.01 Greta D'hondt (CD&V): De laatste weken is er discussie over de welvaartsaanpassing van sociale uitkeringen. Er wordt daarbij heel wat cijfermateriaal gebruikt dat niet altijd eenduidig is. De evolutie van arbeids- en sociale inkomens zou beter opgevolgd moeten kunnen worden, zoals dat wel gebeurt in Nederland en Frankrijk. In België is er geen officieel rapport over de evolutie van sociale uitkeringen. Over de loonkostenevolutie wordt wel een rapport opgesteld door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

Vindt de minister het aangewezen om een jaarlijks of tweejaarlijks technisch rapport op te stellen over de evolutie van de sociale uitkeringen? Waarom bestaat dat nog niet?

07.02 Minister Rudy Demotte (*Nederlands*): Er bestaat inderdaad geen officieel rapport over de evolutie van de sociale uitkeringen in ons land. Toch worden alle gegevens verzameld en gepubliceerd in een Europees rapport over de sociale bescherming, dat wordt opgesteld in het kader van de open coördinatiemethode, met indicatoren die voor alle lidstaten dezelfde zijn. In dit rapport zijn er hoofdstukken over gezondheidszorg, pensioenen en sociale inclusie.

Dit rapport wordt ieder jaar voorgelegd aan de Ministerraad en kan worden geraadpleegd op de website van de FOD Sociale Zekerheid.

De FOD Sociale Zekerheid publiceert regelmatig informatie over de effectieve vervangingsratio van de sociale uitkeringen. Het zou nuttig zijn om, in het kader van het tweejaarlijkse mechanisme van de welvaartsaanpassing, een technisch rapport op te stellen dat de evolutie van de vervangingsinkomens analyseert voor alle sectoren van de sociale zekerheid. Een dergelijk rapport zou passen binnen het gemeenschappelijk advies van de Centrale Raad voor de Economie (CRE) en de Nationale Arbeidsraad (NAR), zodat de sociale partners en de regering hun visie kunnen geven op de evolutie van de vervangingsinkomens.

Ook andere procedures komen in aanmerking om het technische rapport dat door mevrouw D'hondt wordt gevraagd, op te stellen. Ik ben van plan de algemene directie Sociaal Beleid van de FOD Sociale Zekerheid de opdracht te geven voorstellen te formuleren voor een op regelmatige tijdstippen te publiceren officieel rapport over de evolutie van de sociale uitkeringen. Het is hierbij belangrijk de meest adequate instantie aan te wijzen om een dergelijk rapport op te stellen. Zo zou de FOD Sociale Zekerheid zelf, in samenwerking met de verschillende instellingen voor de sociale zekerheid, de klus kunnen klaren, maar men de FOD kan ook de informatie vergaren en voorbereiden en het dan aan de NAR overlaten om het rapport te redigeren.

07.03 Greta D'hondt (CD&V): Ik stel vast dat de minister bereid is mee te zoeken naar het meest geschikte instrument om zo een rapport op te stellen. Ik pleit ervoor niet al te veel tijd met zo een zoektocht te verliezen en het bestaande instrumentarium zo adequaat mogelijk te benutten. Er is alleen wat politieke wil voor nodig om snel tot resultaten te komen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aangezien de minister ons nu moet verlaten, worden de niet behandelde vragen uitgesteld tot een volgende vergadering.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.49 uur.